ASSEMBLÉE NATIONALE

28 mai 2025

LIAISON AUTOROUTIÈRE ENTRE CASTRES ET TOULOUSE - (N° 1446)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 637

présenté par

M. Nicolas Bonnet, M. Amirshahi, Mme Arrighi, Mme Autain, M. Roumégas,
Mme Balage El Mariky, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Arnaud Bonnet,
Mme Chatelain, M. Corbière, M. Davi, M. Duplessy, M. Fournier, Mme Garin, M. Damien Girard,
M. Gustave, Mme Catherine Hervieu, M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lahais, M. Lucas-Lundy,
Mme Ozenne, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Sandrine Rousseau,
M. Ruffin, Mme Simonnet, Mme Taillé-Polian, M. Tavernier, M. Thierry, Mme Voynet,
Mme Sebaihi et Mme Sas

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE UNIQUE, insérer l'article suivant:**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

Dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport évaluant l'opportunité d'une réforme de la procédure d'autorisation environnementale des projets autoroutiers.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cette demande de rapport vise à ouvrir un débat sur l'opportunité d'une réforme de la procédure d'autorisation environnementale des projets autoroutiers.

En effet, la situation actuelle du projet de l'A69 est en partie imputable à un problème dans la chronologie et l'ordonnancement des différents actes, notamment la déclaration d'utilité publique et l'autorisation environnementale, qui ne permettent pas à ce jour de réinterroger la pertinence de certains projets au regard des enjeux climatiques, environnementaux et sociaux aux différents stades du projet, et ce malgré un décalage de plusieurs années entre les différents actes. Une réforme de la procédure d'autorisation environnementale des projets autoroutiers doit permettre de maintenir une évaluation environnementale ambitieuse et d'offrir davantage de lisibilité sur la procédure, tout en garantissant une participation des citoyens satisfaisante.